De Golfech à Sivens

Contributions à la réflexion sur les violences étatiques



Collectif La Rotonde



Photo non retouchée de 1979 - C'était le temps où la famille Baylet se prétendait antinucléaire et s'encanaillait avec le peuple

De Golfech à Sivens : Contributions à la réflexion sur les violences étatiques

Pour contribuer aux diverses mobilisations contre les violences étatiques (policières, militaires...) de ce mois de novembre 2014, nous revenions avec la première édition de ce document sur la lutte riche d'enseignements contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Golfech dans le Tarn-et-Garonne. Nous faisions notamment un retour historique sur les évènements du mois de novembre 1981. François Mitterrand (Parti Socialiste) est alors Président de la République depuis six mois. La répression au cours cette période ressemble par divers aspects à celle exercée contre les opposants au barrage du Testet dans la forêt de Sivens (Tarn).

A Sivens, là aussi malgré les divers avis défavorables et le refus d'une grande partie de la population locale, un barrage est en projet depuis la fin des années 1960. Au départ envisagé sous prétexte d'une zone touristique de 2000 ha, il est destiné depuis les années 1990 quasi exclusivement à l'agriculture intensive et pourrait servir au refroidissement de la centrale de Golfech. Les travaux pour le barrage ont démarré en force en septembre 2014. Ce projet est porté par des élus locaux et nationaux de gauche qui ont de l'écologie et du social plein la bouche mais qui n'ont pas hésité via les forces de l'ordre, à harceler, à blesser les opposants à leur projets et à tuer Rémi Fraisse le 26 octobre 2014.

Depuis le début des travaux, la ZAD (Zone A Défendre) à été habitée par des centaines de personnes qui y ont ramené de la vie. Les occupant-e-s ont été appuyés localement par un soutien efficace (d'individu-es, de collectifs, d'éleveurs ou de paysans anti-barrage, de milieux médicaux...). Ils ont du se battre contre les forces de l'ordre qui ont violemment protégé le saccage du site.

Cette occupation de terres à été le prétexte à une campagne de désinformation médiatique à l'encontre des « zadistes » et de toute personne en général opposée au projet. Les pouvoirs publics ont interdit l'accès à la forêt de Sivens pendant des mois. Finalement fin février-début mars 2015 des dizaines de paysans membres de la FNSEA ont réclamé l'expulsion des « zadistes » en effectuant un blocus pour empêcher la libre circulation des personnes sur le site.

Ces milices pro-barrage (armées de barre de fer ou de batte de base-ball) ont commis de nombreuses violences contre les zadistes et les habitants anti-barrage, et ce en toute impunité alors qu'elles agissaient sous les yeux des gendarmes mobiles présents pour officiellement « éviter les affrontements et pacifier la vallée ».

De nombreuses plaintes déposées par les anti-barrage n'ont toujours pas été instruites par les autorités judiciaires.

Aujourd'hui, la zone humide et une partie de la forêt sont détruites. Le chantier est arrêté, mais les élus du Conseil Général tarnais ont clairement exprimé, lors d'un vote le 6 mars 2015, leur volonté de continuer le projet initial. Ce vote a été suivi dans la foulée de l'expulsion de la ZAD par des centaines de gendarmes. La ZAD a été expulsé mais la lutte locale continue.*

Ce document sur la lutte à Golfech se termine par la marche Valence d'Agen/Golfech du 29 novembre 1981, une manifestation qui fut particulièrement réprimée. Cette violence étatique avait pour but de briser toute opposition radicale, elle était orchestrée depuis Paris par un gouvernement (composé de membres du Parti Socialiste, du Parti Communiste et du Mouvement des Radicaux de Gauche), dirigée depuis la préfecture de Montauban, animée sur le terrain par les forces conjuguées de l'armée (gardes-mobiles...), de la police (CRS, civils...) et d'une milice locale pro-nucléaire. Le tout relayé par la désinformation de la *Dépêche du Midi*, journal régional de la famille Baylet (Mouvement des Radicaux de Gauche).

Avec ces quelques pages nous en profitons pour rappeler qu'il n'y a pas que des Zones à Défendre, mais qu'il reste toujours des Zones à Déconstruire sur les terrains privés et publics, du patriarcat au racisme, des prisons aux centrales nucléaires en passant par toute l'économie de guerre et sa gestion dite démocratique. C'est tout un monde qu'il reste à reconstruire.

Ces quelques pages ont été réalisées à l'aide des archives du Centre de Recherche sur l'Alternative Sociale et du livre *Golfech, le nucléaire, implantation et résistance,* édité par le CRAS en 1999.

On peut lire dans cet ouvrage le dossier « L'eau, Golfech, les barrages et le pouvoir ». Ce livre est consultable et téléchargeable sur : *cras31.info/IMG/pdf/golfech_le_nucleaire.pdf* ou en vente (consulter site http://cras31.info/).

Toulouse, 2ème édition avril 2015 – Collectif La Rotonde (c/o CRAS)

* Pour plus d'informations sur cette lutte consulter :
htpp://tantquilyauradesbouilles
htpp://www.collectif-testet.org

Sur la manifestation du 29 novembre 1981 contre l'implantation à Golfech d'une centrale nucléaire

Golfech commune du Tarn et Garonne. Le site est situé à 3 km de Valence-d'Agen, à une cinquantaine de km de Montauban et à une centaine de Sivens. En 1981 environ 450 habitants, en 2014 plus de 900.

Quelques faits dans la région, au cours du mois, avant le rassemblement du 29 novembre

03.11. — Golfech : "Opération fissurage du grillage".
« Cette action symbolique a pour but de créer une dynamique et d'exprimer notre détermination à refuser le nucléaire »déclare la CRAN (1).
Pendant quatre semaines des groupes de gens se retrouveront sur le site et tenteront, jusqu'à leur interpellation, de cisailler et d'abattre le grillage de protection entourant le site. A chaque fois ils seront appréhendés, emmenés à la gendarmerie, fichés et relâchés quelques heures plus tard.
Le 3 novembre, dix antinucléaires sont interpellés dans la matinée après avoir scié dix poteaux téléphoniques et arraché le grillage d'enceinte sur une centaine de mètres. Du 3 au 11 novembre, plus de 60 personnes sont interpellées.
Le 15 novembre, à l'appel de la CRAN, un grand nombre de personnes s'étaient retrouvées pour les traditionnelles fissures. Les gardes mobiles chargèrent violemment les fissureurs, grêle de grenades lacrymogènes, coups de matraque, véhicules copieusement cabossés. Des photographes de presse et un caméraman de FR3 protesteront par l'intermédiaire de leur syndicat (*La Dépêche* du 20.11.1981) pour avoir été « pris sous le feu de trois tirs tendus de grenades lacrymogènes » alors qu'ils étaient « porteurs du brassard réglementaire ». Un climat qui préfigure ce que sera la journée du 29 novembre 1981.

05.11. — A Toulouse, à 12 h 30 : « Après le grillage enlevé à Golfech, nous avons barré la porte d'EDF de deux agences (quai Saint-Pierre et boulevard Lascrosses) ». Des pancartes sont apposées contre le grillage : « Danger, énergie nucléaire », « Grillage venant du site de Golfech ». Pour rentrer, les employés d'EDF ont dû à leur tour arracher le grillage.
Nuit du 06 au 07.11. — Dans le Tarn-et-Garonne, attentat à l'aide d'explosif au district EDF de Grenade-sur-Garonne. Des autocollants "Résistance antinucléaire" sont retrouvés sur les lieux. Les dégâts sont évalués à 50 000 F.
• Un groupe de personnes se rend sur le site de Golfech et fait feu sur les vigiles et gardes mobiles. Personne n'est blessé.

07.11. — Toulouse. Pour préparer le vote du 10 novembre, le Conseil régional avait organisé une journée de travail pour entendre les délégués des organisations pronucléaires (entrepreneurs, CGT et FO) et antinucléaires.
La Coordination antinucléaire avait décidé de ne pas participer à cette commission de travail, « ce simulacre de démocratie… Nous savons que le pouvoir est toujours à la recherche d'une couverture démocratique pour imposer une centrale nucléaire à Golfech et cette journée de travail fait partie de cette panoplie ». Toutefois, une délégation de la CRAN était venue expliquer cette position aux représentants du Conseil régional et déposer trois motions. Une de la Coordination, celle émanant du corps médical de la région de Golfech et une autre émanant de travailleurs syndiqués à la CGT qui «tiennent à désavouer les prises de position des directions syndicales CGT du Tarn-et-Garonne et Lot-et-Garonne, notamment en ce qui concerne l'implantation d'une centrale à Golfech. Ces directions ne peuvent en aucun cas représenter l'ensemble de la CGT sur ce sujet. En effet, l'absence de débat démocratique dans les différentes instances de notre organisation interdit toute prise de position sur le nucléaire à quelque direction que ce soit».
En quittant la réunion, un des membres de la CRAN déclare : « Les socialistes semblent avoir changé de position. Il est clair qu'ils agissent sur ordre de Matignon. Ils nous parlent de "solidarité nationale" et nous déballent un tas d'arguments politiques dont nous n'avons que faire… Il faut que l'on sache maintenant que si mardi le Conseil régional renie sa parole en acceptant la centrale qu'il a deux fois rejetée par le passé, nous lui déclarerons ouvertement la guerre ». (*Le Matin de Paris*, 09.11.1981).
Ci-joint, la motion de la CRAN déposée au Conseil régional, extrait du *Géranium Enrichi* (2), novembre 1981 :
Etant donné le référendum de juin 1975, mené sur les 21 communes des cantons d'Auvillar et de Valence-d'Agen, ayant obtenu pour résultat 82,3 % des suffrages exprimés contre le projet électro-nucléaire de Golfech ;
Etant donné la prise de position, hostile au projet, du Conseil général de Tarn-et-Garonne le 17 janvier 1979 ;
Etant donné le refus de 9 communes sur 16, de recevoir les dossiers d'enquête d'utilité publique en mairie et pendant toute la durée de celle-ci (du 22 octobre 1979 au 21 décembre 1979).
Etant donné la pétition menée à cette même époque et les 33 000 signatures recueillies.
Etant donné la participation de la Coordination régionale antinucléaire au débat engagé en octobre 1980 au Conseil régional et les contributions importantes qu'elle a apportées avec l'aide de J.-P. Lecompte du GSIEN (3).
Etant donné les prises de position successives du Conseil régional de Midi-Pyrénées le 4 juillet 1978 et le 20 octobre 1980.

Etant donné les résultats de la pétition-référendum menée ces trois derniers mois sur les communes concernées et donnant un minimum de 65 % des inscrits contre le projet Golfech.
Etant donné la consultation menée début octobre 1981 par la Fédération Tarn-et-Garonne du Parti Socialiste dans ses sections locales et ayant pour résultat 87 % d'opposition au projet Golfech.
Etant donné le nombre élevé de manifestations importantes contre le projet Golfech.
Etant donné les quelques manifestations mineures en faveur de la poursuite des travaux.
Etant donné le vote récent des conseils municipaux concernés.
Etant donné qu'aucun débat démocratique réel n'a vraiment eu lieu au niveau régional et national.
La Coordination régionale des comités antinucléaires exige :
– du Conseil régional de Midi-Pyrénées qu'il se prononce contre le projet Golfech ;
– de ses élus qu'ils tiennent leurs engagements et leurs promesses ;
– des conseillers régionaux qu'ils ne sacrifient pas la région à la prétendue raison d'Etat.

08.11. — Tarn-et-Garonne. Nouvelles séries de perquisitions et d'auditions dans l'entourage du *Géranium Enrichi*, menées par la gendarmerie dans le cadre des flagrants délits pour l'attentat de la veille à Grenade-sur-Garonne. Le directeur de publication et trois autres personnes sont interpellées. Pour l'un d'entre eux, c'est la 7e perquisition.

Nuit du 08 au 09.11.
• Verfeil (Haute-Garonne). Attentat à l'aide de deux mines antichar à charge creuse contre deux transformateurs EDF de 300 000 KW, du poste d'interconnexion permettant l'alimentation de la région toulousaine. Les dégâts sont considérables et évalués à 1 milliard de centimes. Indignation de la CGT EDF qui termine son communiqué en soulignant qu'elle «s'est opposée et s'opposera toujours à un projet imposé sans consultation ni discussion possible entre les diverses parties intéressées».
• Montauban. C'est au tour de la Chambre de commerce et d'industrie de goûter à l'explosif. Les dégâts sont évalués à 60 000 F.

09.11. — Le Conseil général (Tarn-et-Garonne) : « Oui ! Mais… à Golfech »
A Montauban, le Conseil général, bien que n'étant pas appelé à donner son avis, se prononce pour la reprise des travaux de construction de la centrale de Golfech. La motion déposée par le groupe socialiste, certains élus MRG et un du PC a été approuvée par 15 conseillers, 7 contres et 4 se sont abstenus.

• Au même moment, à la mairie de Golfech, conférence de presse de membres du corps médical de la région de Golfech, qui se sont prononcés contre le nucléaire.

10.11. — Le Conseil régional de Midi-Pyrénées : « Oui ! Mais… à Golfech »
Le 4 juillet 1978 et le 20 octobre 1980, le Conseil régional s'était prononcé contre l'implantation d'une centrale atomique à Golfech. Aujourd'hui, conformément au vœu du gouvernement, adopté le 7 octobre 1981 par le parlement, les communes de la région de Golfech ayant voté majoritairement contre le projet, il revient au Conseil régional de trancher. En cas de vote négatif, la décision serait prise par le parlement.
Le Conseil régional dit « oui » à la centrale de Golfech par 39 voix (les « socialistes ») contre 14 (le MRG) et 21 abstentions (PC et droite), mais présentent les conditions suivantes : que le chantier de la centrale soit une composante du développement économique de la région, création immédiate d'une commission d'information, renforcement des dispositions prévues pour protéger l'environnement du site, assurance d'une participation importante d'entreprises locales au chantier, que la main-d'œuvre régionale soit embauchée pour une part significative et, enfin, le réexamen du mode de participation des ressources financières liées à l'exploitation de la centrale entre les collectivités locales et la région.
Réaction du Parti communiste : « Il faut voter Golfech pour faire reculer l'obscurantisme et l'anti-science ! ».
Le MRG se dit « lié par des promesses vis-à-vis des électeurs qui avaient souhaité en majorité que la centrale ne se fasse pas ». En résumé, les socialistes sont les seuls à approuver leur proposition.

11.11. — Toulouse. Entre 13 h et 15 h est réalisée une grande fresque murale sur le mur de l'Ecole du Nord. L'ensemble en couleur mesure plus de 4 m de longueur et de 1,50 m de hauteur avec des caractères de 30 cm. Faisant référence à Charles Hernu (PS), ministre de la Défense, les inscriptions « 11 novembre 1918 – Hernu-cléaire – 11 novembre 1981 – Non à l'armée » sont accompagnées de dessins représentant l'ogive d'une bombe, un Poilu de 1914, une tête de mort, les drapeaux russe et américain et une main inversée tenant une rose.

13.11. — Destruction à l'aide d'explosif du central EDF d'Agen, situé en banlieue sur le territoire de la commune du Pont-du-Casse. La charge, évaluée à 10 kg selon la gendarmerie, a été déposée au pied des pylônes qui amènent le courant haute tension en provenance du Tarn-et-Garonne. Les dégâts sont importants puisque évalués à 2 millions de francs. L'acte est revendiqué, par un appel téléphonique, au nom de « l'armée antinucléaire ».

14.11. — Dans la soirée, à Toulouse au quartier du Mirail, mise à sac des archives et tentative d'incendie des locaux de la société Spie-Batignoles. Cette société fait partie du groupe Framatome-Thermatome et « est spécialisée dans la construction des lignes électriques et fait partie à ce titre des entreprises travaillant à l'édification de la centrale de Golfech pour le compte d'EDF ». (*La Dépêche*, 16.11.1981).

15.11. — Renvoi des cartes d'électeur à l'appel de la CRAN.
« Suite à la trahison du PS, la Coordination Golfech demande que soit effectué massivement le renvoi des cartes d'électeur à M. François Mitterrand qui en son temps a profité de nos voix et aujourd'hui oublie de renvoyer l'ascenseur… Ce qu'il a décidé de faire pousser à Golfech ou ailleurs risque sans nul doute de se retrouver en travers de sa gorge tranquille ».

Nuit du 15 au 16.11. — Toulouse, quartier du Mirail, attentat à l'aide d'explosif au siège du Parti Communiste Français revendiqué par le groupe « Maran » (Mouvement action révolutionnaire antinucléaire). Une partie du matériel d'impression de l'imprimerie du parti sera détruite.
Vague de protestations de la part de l'UD CGT, du PS et de l'AGET-UNEF (syndicat étudiant, émanation du PCF) qui se joindront à la manifestation appelée par le PCF. Le lendemain, environ 400 personnes se retrouveront devant le siège du PC. Claude Llabrès (vice-président du Conseil général, membre du Comité central, secrétaire de la Fédération) prendra la parole pour dénoncer « …cet acte de violence et de haine visant les moyens d'expression d'un parti démocratique… » et lancera un appel pour « un véritable débat démocratique ».
Dans les jours qui suivent, « La Libre Pensée » s'indignera. L'UD CFDT protestera. Le CAN Golfech (4) fera parvenir une lettre à la fédération du PCF dans laquelle il rejettera toute responsabilité dans l'attentat et soulignera : « qu'il tient à s'élever contre l'attentat… Nos idées aussi divergentes soient-elles ne doivent pas nous faire oublier que nos racines sont les mêmes et qu'ensemble nous avons à combattre toutes méthodes fascisantes… Il serait dangereux que l'amalgame se fasse entre cet acte et la cause antinucléaire ».

Nuit du 18 au 19.11. — A Balma, commune proche de Toulouse, destruction à l'explosif d'un transformateur EDF. L'action était revendiquée au nom de la CGT (Contre le Gel Total).

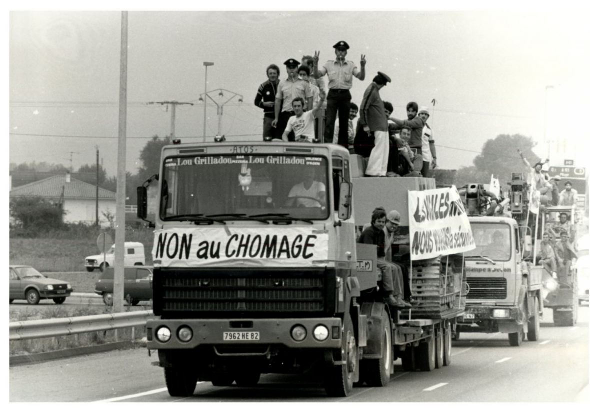
19.11. — Paris. Pierre Mauroy, Premier ministre, reçoit le bureau du Conseil régional de Midi-Pyrénées et donne des assurances quant aux préalables énoncés dans la motion votée le 10 novembre. Au nom du gouvernement, il

autorise la construction de deux tranches de 1 300 MWé à Golfech. Mme E.-J. Baylet (membre du Conseil régional et présidente du Conseil général du Tarn-et-Garonne) présente lors de cette entrevue, transmet à Mauroy un certain nombre d'amendements du MRG qui souhaite, entre autres, des garanties à propos des retombées économiques pour les communes et le département d'implantation de la centrale. Le MRG redoute que la région (Conseil régional) accapare tous les bénéfices de la construction de la centrale de Golfech et ne laisse que des miettes au Tarn-et-Garonne.

20.11. — Le glaive est de retour. Nouvelle comparution devant un juge d'instruction de Montauban de 5 antinucléaires accusés de « vol - dégradation d'édifices publics - recel ». Ils avaient été interpellés en août dernier en train de découper le grillage entourant le site de Golfech.

21.11. — La CRAN Golfech appelle à « une marche pacifique pour la démocratie en péril », Valence-d'Agen—Golfech (le site), le 29 novembre à l'occasion de la journée de clôture de l'opération "fissurage du grillage".
« Tous les vrais démocrates y sont conviés. Puis, ceux qui n'ont pas encore pu fissurer le grillage pourront le faire. Golfech, on a dit non, c'est non ! Le 29 novembre, nous montrerons que nous refusons l'inacceptable et que nous n'entendons pas nous plier au diktat. Ce n'est pas seulement pour notre santé et celle de nos enfants, c'est aussi parce que nous voulons vivre certes, mais vivre libre ! La démocratie est aujourd'hui en péril comme hier, elle ne supporterait pas notre faiblesse ».
(Coordination régionale des comités antinucléaires de Golfech).

25.11. — A Paris, le Conseil des ministres annonce le « dégel » des cinq sites nucléaires « suspendus» le 30 juillet. Il donne le feu vert à la reprise des travaux sur trois des cinq sites Cattenon 3, Chooz B1 et Golfech 1, et de poursuivre les études sur les deux derniers, Le Pellerin et Civaux. Le pouvoir a également programmé la mise en chantier des six réacteurs pour les années 1982 [Cattenon 3, Chinon B4 (Indre et-Loire) et



08.1981 – Golfech, manifestation syndicale (CGT/FO) contre le gel des travaux

Nogent 2 (Seine-et-Marne)] et 1983 [Golfech 1, Penly 1 (Seine-Maritime) et Chooz B1].

« Ainsi s'achève un simulacre de débat démocratique où la pression gouvernementale a forcé les élus socialistes à se déjuger », déclarent « les Amis de la terre » qui ajoutent que « les antinucléaires vont continuer à se battre. Nous sommes pour la non-violence mais c'est à chacun des comités locaux de décider des meilleures formes d'action ». Même réaction de la CNAN qui appelle à la manifestation du 29 novembre à Golfech.

Nuit du 26 au 27.11. — A Garac, dans le Gers, attentat à l'explosif contre un relais hertzien des PTT. La liaison Toulouse-Bordeaux sera interrompue pendant quelques heures. L'action sera revendiquée par le MARAN (voir chronologie du 16.11.1981).

• Au village de Golfech. — Profitant de l'obscurité, des pronucléaires (« des ouvriers du chantier » déclare un témoin qui les a vus) inscrivent à la peinture blanche sur la mairie : « On a gagné. Vive Golfech. Vous l'avez dans le cul ».

Nuit du 27 au 28.11. — A Toulouse, pulvérisation à l'aide d'explosif des vitrines de deux agences de travail temporaire « SWS ». Agence proposant des emplois sur le site de Golfech. Actes revendiqués au nom du groupe « Actif toujours – Radioactif jamais ». « Ces attentats sont dirigés contre tous ceux qui ici comme ailleurs comptent s'engraisser grâce au nucléaire ».

28.11. — Toulouse-Valence-d'Agen (90 km). A l'initiative de l'ATE (5), super marathon antinucléaire auquel participent une dizaine de coureurs. Ils couvriront la distance en dix heures. Accueil chaleureux dans la plupart des villages traversés… Par contre, à Saint-Nicolas-de-la-Grave, invectives et volées de plombs (fort heureusement sans danger) saluèrent le passage de la pacifique caravane.

• Golfech, sur le site, J.-P. Silberstein (employé d'EDF et directeur de la centrale) déclare : « Avec quatre tranches, nous avons prévu 3 600 emplois. Maintenant, avec deux tranches, il est probable qu'il faudra diviser ce chiffre par deux même si les emplois ne sont pas directement proportionnels au nombre de réacteurs construits ».

• En prévision de la manifestation du 29, et forts de la désastreuses expérience du 4 octobre (200 millions de centimes de dégâts au moins), les entrepreneurs emportent chez eux tous les documents importants conservés dans les algécos du site. Situation très tendue et explosive de tous les côtés.

• Déclaration d'un porte-parole de la Coordination régionale au sujet de l'éventualité d'affrontements graves pendant la manif du 29 novembre. « Ce n'est pas nous qui en serions responsables mais le gouvernement. Il faut en effet qu'il sache que sa décision entraînera des réactions que nous jugeons,

pour notre part, à la fois inévitables et souhaitables, puisque c'est la démocratie qui vient d'être bafouée ». Et, concernant les attentats à répétition : « Il existe une catégorie de gens qui ne sont pas connus, que je pense au demeurant relativement responsables, mais qui sont maintenant prêts à tout. Ils ne font pas partie de la coordination, ayant choisi un autre terrain. Nous ne les soutenons pas, nous ne les désavouons pas non plus, nous n'avons aucun commentaire à faire sur des actions auxquelles nous sommes étrangers ».

29.11.1981 — 4 000 à 7 000 personnes à la marche Valence-d'Agen–Golfech qui se termine en ratonnade policière. Destruction de la Rotonde (6)



Rassemblement à l'initiative de la CRAN. La CNAN, le PSU (7), le MEP (8), des syndicats paysans comme le MODEF 82, les Paysans travailleurs 47-82, ceux du Larzac, des groupes libertaires et diverses associations appelleront à cette manifestation. A cette marche viendront des gens d'un peu partout, de la région de Golfech, de Toulouse, de divers départements et des délégations de Paris, Braud-Saint-Louis, Chooz, Civaux, La Hague et du Larzac.
Tous les antinucléaires partis du local bordelais en direction de Golfech par l'autoroute ou la nationale, sont arrêtés, fichés, photographiés et leurs voitures fouillées par les forces de l'ordre.
10 h. A la Rotonde, l'ordre d'expulsion étant parvenu, des occupants en sortent pour la dernière fois ; les gardes mobiles leur signalent que l'accès en sera dorénavant interdit. La fin d'un symbole se précise. 20 h 30. Sur le GFA, la



rotonde, une caravane et un bâtiment attenant sont incendiés alors que le site de la centrale et la rotonde sont totalement bouclés par les gardes mobiles. Les animaux du GFA seront retrouvés vivants à l'abattoir. Le GFA évalue les dégâts à 45 000 Fr et portera plainte pour « destruction volontaire de

matériel… ». Mais la plainte n'aura évidemment jamais de suite. Le 30 novembre 1981, les bulldozers EDF du chantier raseront la rotonde.
14 h 30, Valence-d'Agen. Au meeting à la Halle Jean-Baylet, la salle est pleine à craquer. Différents orateurs se succèdent à la tribune. Paul Lafont (maire de Golfech) déclare : « Nous avons été trompés, trahis et volés par ceux que la majorité du pays avait élus en penssant que Golfech ne se ferait pas ! ». Il terminait son intervention par : « Manifestez dans le calme le plus absolu. Nous devons prendre une autre route pour notre lutte », ce qui provoqua des applaudissements et des huées.
Ensuite 4 à 7 000 personnes selon les organisateurs (800 selon la police, 1 500 à 3 000 selon les médias) manifestent en direction du site. Le dispositif policier et militaire mis en place par l'ordre socialiste, qui encercle les manifestants et protège le site, est impressionnant : près de 2000 hommes, quatre compagnies de CRS, sept escadrons de gardes mobiles, des gendarmes-parachutistes de Mont-de-Marsan, des gendarmes, des policiers en civil (RG et PJ), deux hélicoptères, véhicules blindés et des canons à eau.



Le 4 octobre 1981 (9) ne se reproduira pas, le site est devenu une forteresse. Le pont qui permet l'accès au site est barré par des gardes mobiles. De longs et violents affrontements ont lieu : pierres, divers projectiles, cocktails Molotov contre grenades lacrymogènes et offensives. Sur la place du village de Golfech, une dizaine de pronucléaires profitent de la situation, armés de haches et de barres de fer pour casser des voitures et molester des antinucléaires qui s'en vont. Plusieurs barricades sont élevées pour retarder les gardes mobiles qui chargent les manifestants et pour aider le repli de la manifestation sur Valence-d'Agen. Pendant le retour, l'entreprise Donini travaillant sur le site est une nouvelle fois incendiée. Un commutateur EDF est saboté et plonge Valence-d'Agen dans le noir pendant une heure, alors que 700 manifestants se trouvent dans la Halle Jean-Baylet.
Vers 19 h 30, un groupe d'une cinquantaine de personnes lance des cocktails molotov sur les bâtiments et à l'intérieur de la gendarmerie de Valence. L'adjoint du commandant de la brigade est grièvement brûlé au visage.
Prétextant l'attaque de la gendarmerie, les forces de l'ordre vont envahir la ville, attaquer par deux fois la Halle Jean-Baylet où sont regroupés les



manifestants, utilisant grenades lacrymogènes, balles de caoutchouc et matraques pour les disperser. Ils se livreront à une véritable ratonnade dans les rues de Valence-d'Agen et aux alentours, aidés en cela par quelques pronucléaires notoires. A la sortie de la ville, des témoins affirmeront avoir vu des CRS, après avoir interpellé les occupants, incendier deux véhicules immatriculés 64 dont l'un avait deux chiens à son bord. On retrouvera l'ensemble carbonisé. Des dizaines de personnes seront contrôlées. 11 personnes seront interpellées et emmenées à la gendarmerie où elles subiront divers sévices (voir ci-joint le témoignage « ratonnade » extrait du *Géranium Enrichi* de décembre 1981). Le bilan, outre les dégâts matériels importants, sera de 50 blessés dont 5 parmis les forces de répression.

• En réponse aux événements de Golfech, dans la nuit du 29 au 30 novembre, à Toulouse, un incendie détruira le rez-de-chaussée et six mobylettes du commissariat du Mirail. A Colomiers, banlieue de Toulouse, une forte charge d'explosif détruira un local EDF, occasionnant des dégâts évalués à 100 000 F.

Le 4 décembre à Toulouse, salle du Pharaon, la CRAN tiendra une conférence de presse. Les porte-parole dénonceront une fois de plus « la trahison du PS » soulignant que la journée du 29 « avait été une victoire politique en raison de l'importance de la mobilisation de protestataires qu'elle a suscitée ». Ils reviendront sur l'incendie de la rotonde et énuméreront les différents sévices subis par les personnes interpellées. Pour finir, ils annonceront le dépôt de 12 plaintes auprès du procureur de la République de Montauban. Les plaintes seront déposées à la mi-décembre et n'auront jamais de suite.

Ci-dessous, plusieurs documents :

— Un texte du CAN de Toulouse : « Chooz, Golfech, Malville, La Hague… » diffusé lors de la manifestation du 29 novembre.

— Un extrait d'un texte du CAN de Golfech et deux articles : « La croix rouge un peu cible » et

« Ratonnades ». Ces trois documents dans leur ensemble sont des témoignages sur la journée du 29 novembre, extraits du *Géranium Enrichi* de décembre 1981.

— Un témoignage de Nathalie : « Les derniers résistants à la Rotonde ».

Chooz, Golfech, Malville, La Hague, Le Pellerin, Cattenon, Civaux… arrêtons le nucléaire !

La phase d'hésitation est terminée. Six mois après sa victoire dite historique, le pouvoir met en place des structures qui en fait sont la continuité même des réalisations passées. Une fois élus, les promesses électorales garantes d'un pseudo changement s'entassent, comme à leur habitude, dans les poubelles ministérielles.

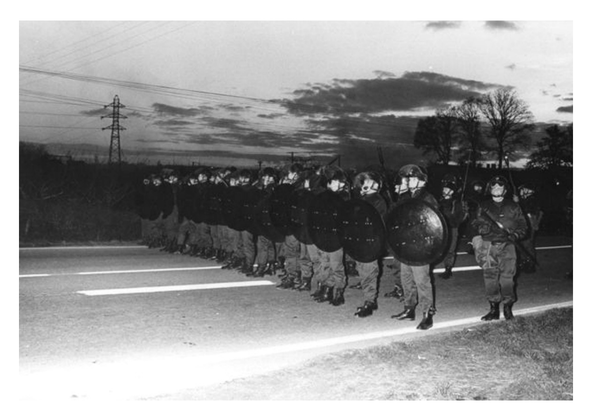
En matière de nucléaire par exemple, Mitterrand et Cie sont en passe de réaliser le programme giscardien. Le débat démocratique, la décision souveraine des populations concernées, tout cela est du domaine des illusions perdues. En fait, le pouvoir, dorénavant bien calé sur son trône, a la possibilité d'entériner des décisions autoritaires. La poursuite des travaux sur le site, le volte-face du Conseil régional, l'annonce d'un dégel effectif, doivent être autant de pilules amères pour les crédules du 10 mai. Ceux qui, perdus dans l'illusoire, criaient des « on a gagné », doivent avoir la gorge bien sèche aujourd'hui. En réalité, nous voilà revenus à la situation d'avant le 10 mai, avec toutefois moins de réformards dans nos rangs car trop empressés de rejoindre le troupeau bêlant des « il faut en passer par là ».

A Golfech, la bonne foi envers les institutions, la crédibilité accordée au parlementarisme ont enlisé la lutte dans un légalisme stérile, totalement inoffensif. Le 4 octobre marque en cela une nette rupture. En l'absence de toute organisation (syndicale ou autre), l'on a pu assister à une prise en charge collective du saccage du site. Or, le 31 octobre, alors que nombre de démocrates encartés devaient être présents, un cortège minime allait quémander auprès de responsables ce qui de toute évidence serait refusé. Les débordements qui suivirent cette parodie sont, certes, le fait d'un manque flagrant de coordination mais sont aussi l'expression d'une colère maladroite bien que compréhensible.

A l'heure actuelle, la position du gouvernement est simple : Golfech se fera. A nous de l'en empêcher, les moyens pouvant s'opposer à cette funeste entreprise sont tous, à leur niveau, importants. Le renvoi des cartes d'électeur, le fissurage continuel font partie de ce nécessaire harcèlement qui seul peut faire plier l'Etat. Il importe à chacun de connaître sa propre capacité à s'opposer directement à EDF et ses complices.

Aussi, l'on ne peut proclamer tous azimuts que Golfech va connaître une situation à l'irlandaise tout en calomniant, niant des types d'actions bien plus antinucléaires que les parlottes et les apparences préfabriquées. On ne peut tenir ainsi deux discours : l'un modérateur, s'appuyant sur la présence de «fameux» démocrates parfaitement intégrés à la normalité régnante, et l'autre se voulant plus ferme ne fait, en pratiquant l'amalgame, que baver sur des individus qui ont choisi une autre forme de résistance.

L'expression de la manif d'aujourd'hui sera fonction du nombre et surtout de la détermination de chacun. L'important étant moins de se bastonner éphémèrement avec des sbires protecteurs que de montrer au pouvoir en place qu'il n'est nullement question de nous résigner. A nous de rompre avec de vieilles habitudes paralysantes en durcissant la lutte, mettant ainsi les gouvernants dans l'obligation de se dévoiler davantage.
Ce n'est pas du bla-bla, continuons les dégâts.
CAN Toulouse, 29.11.1981.



Le 29 novembre a certainement marqué un tournant dans la lutte

Le 29 novembre devait marquer un tournant dans la lutte antinucléaire. D'après les renseignements et les analyses d'après manif, il fallait que le 29 soit une catastrophe pour notre mouvement. Les flics avaient tout étudié pour cela. Par tous les moyens, on devait faire passer aux gens l'envie de revenir « gueuler » à Golfech.
Malgré l'imposant dispositif militaire mis en place ce jour-là, l'intox des médias déclarant inexorables les actions violentes et la répression pour ce dimanche, malgré les barrages de gendarmerie sur les routes, ce sont des milliers de personnes qui ont déferlé sur la région. Et les flics ont donc mis le paquet pour nous écœurer à jamais. Tout d'abord par leur déploiement à quinze kilomètres à la ronde : des casqués partout ! Ensuite, par la violence de la répression aveugle : à 17h30, les gens se trouvant à un kilomètre des affrontements, entre Golfech et Valence-d'Agen, étaient canardés à la grenade offensive, histoire de leur faire passer l'envie de revenir…



…Avant même que la gendarmerie de Valence-d'Agen soit agressée, les mobiles étaient déjà en route vers la Halle où se déroulait le meeting. La répression était calculée : inexorable.
Ainsi, à 19 h 30, alors que 700 personnes étaient regroupées sous la Halle, écoutant diverses prises de parole, la première charge avait lieu. Les mobiles ne défendaient plus le site (mission qui leur avait été allouée), ils outrepassaient leurs fonctions, ils chargeaient femmes et enfants. Des grenades lacrymogènes et offensives pétaient sous la Halle. Les souliers à clous faisaient régner leur loi, et ce toute la nuit durant…
Valence-d'Agen était occupée… c'était pas joli, joli. La Pologne aujourd'hui sous le joug militaire, on en a eu un avant-goût durant la nuit du 29 au 30 novembre, chez nous. De toute façon, ici ou ailleurs, une fois pour toutes : merde à toutes les armées.
CAN Golfech.

La croix rouge un peu ciblé
Ce jour-là, quatre véhicules ont été transformés en ambulances. Dans chacun d'eux un chauffeur, un médecin, et ça ne chôme pas. Le plus léger d'entre eux, une R12 break recouvert d'adhésif blanc et de croix rouges, ne laisse aucun doute quant à sa fonction. N'importe quel imbécile est capable d'y reconnaître un véhicule sanitaire. Même un garde mobile ne devrait pas s'y tromper. Au moins le pensions-nous.
Premier tableau : Il est 17 h 30, les consignes de repli sont répétées sans cesse par les organisateurs, mais les irréductibles montent toujours à l'assaut de ce pont imprenable. La petite ambulance est en permanence sur le «front» et ramène sans relâche les blessés. La copine qui conduit fait preuve d'un courage sans borne, le toubib n'arrête pas.
Puis c'est la charge des mobiles. Chant de guerre, pluie de lacrymos et surtout des grenades offensives lancées au milieu de la foule. On ramasse le dernier blessé : une grenade lui a ouvert la jambe. Ouf, il est temps, parce qu'on n'y voit plus rien, le nuage de lacrymos est à couper au couteau. Les yeux se ferment, l'air nous manque. On a juste le temps de se jeter dans la voiture sous la pluie des offensives. On pensait qu'ils respecteraient les ambulances ; c'est le contraire, les croix rouges les attirent, ils sont comme des bêtes et les grenades pètent sur le capot et sur le toit. Au passage, on attrape des retardataires complètement asphyxiés. On s'entasse dans la voiture, on est au moins une dizaine là dedans, en plus du blessé. Si une grenade pète à l'intérieur, on est tous morts, mais ils nous tirent toujours dessus.
Deuxième tableau : La petite ambulance est dans la halle de Valence-d'Agen, on l'a rentrée pour éclairer pendant la panne. Le meeting se fait comme prévu, la lumière revient. Quelques instants plus tard, on nous crie : «Les gardes mobiles arrivent comme des fous, ils vont attaquer le marché». Les gens n'y

croient pas tout de suite : ils ne vont pas charger pendant le meeting ? On ne fait rien de mal.
Et pourtant, c'est la charge aveugle, brutale, à l'intérieur du marché. Là encore des grenades offensives. La halle tremble sous les explosions, la voûte amplifie et résonne dans tout Valence. On craint un instant qu'elle ne s'effondre. La voiture ! Il faut sortir la voiture. Mais une grosse croix rouge à l'arrière d'une voiture qui s'en va, c'est trop tentant pour les pandores, et on tire, tir tendu de grenades explosives sur la croix rouge devenue une cible. Un coup, deux coups, trois… il faut attendre le sixième tir pour casser enfin la lunette arrière. Exploit glorieux. Heureusement, l'adhésif blanc sur lequel est posée la croix rouge retient la grenade. Elle explose en dehors du véhicule. On est vivant.
Big John.

Ratonnade

20 h 30, nous sommes une trentaine à la Halle Jean-Baylet, pensant bien que tout est fini mis à part la buvette qu'il nous faut encore ranger. Nos esprits se calment, on essaie de tirer les premiers bilans, loin de se douter de ce qui nous attend. Eh oui, une nouvelle charge de gardes mobiles, cette fois-ci sans boucliers, sans fusils, juste la petite matraque : la ratonnade commence. Huit d'entre nous sont sauvagement arrêtés et mis en tas sur la voie publique, et sont ensuite emmenés à la gendarmerie de Valence où les festivités peuvent commencer.
Les hommes d'un côté, les femmes de l'autre qui, elles, seront relâchées une heure plus tard après, noblesse oblige, quelques tabassages et insultes :
« salopes, putes… ». Pour les hommes, un traitement de faveur : tout le monde à poil et ce pendant une heure. Le dialogue, haché de coups (poings, pieds, matraques), peut commencer :
— Tu sais qui je suis ?
— Non.
— Un gendarme parachutiste, et toi tiens-toi peinard, parti d'ici, ça va être ta fête.
Ou encore, à l'adresse d'un copain métis :
— Toi le raton, on va te faire bouffer les couilles.
Un d'entre nous affirmera à la sortie : « Je m'étais fait à l'idée de mourir ». Ensuite, ils sont rhabillés légèrement et mis dehors assis en tailleur face à un mur, la garde est importante, insultes et coups continuent de pleuvoir, le dernier restera dans cette position jusqu'à deux heures et quart du matin, heure de son interrogatoire. Ensuite, mis en cellule, ils attendront jusqu'à dix heures puis douze heures pour être relâchés.
Le prétexte du tabassage ? La blessure du gendarme lors de l'attaque de la gendarmerie. A les écouter, les deux yeux pendaient quand il fut emmené à l'hôpital, en fait des deux yeux on apprit plus tard qu'il n'avait qu'une blessure

sous un œil. « Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage ». Les gendarmes leur ont dit aussi : « Le bordel c'est pas ici qu'il faut le mettre, c'est à l'Elysée » (sous-entendu : on vous aidera), « les socialos vous les avez voulus, on va vous en faire passer l'envie ».
Pendant ces mêmes moments, trois autres personnes sont arrêtées plus loin, tabassées et emmenées sur le site où la fête continue, les vigiles ont l'occasion de se venger et utilisent les matraques de leurs grands frères. On les emmène ensuite à la gendarmerie de Moissac où ils sont de nouveau tabassés, puis à Montauban même scénario. Ils estiment avoir été frappés pendant 4 à 5 heures, l'un deux tellement sonné ne se souviendra de rien le lendemain, il a un enfoncement du sternum. A noter qu'une fois libérés, ils eurent la désagréable surprise de retrouver leur voiture carbonisée à Valence-d'Agen.
D'autres arrestations se sont produites dans la ville, mais impossible de les recenser. La ratonnade dure jusqu'à une heure du matin, heure à laquelle le dispositif policier est levé. Un autre dispositif est en place, voiture civile avec crânes rasés à l'intérieur, les fachos du coin veulent s'amuser, mais la fête est finie.
L'Arsoul.

Les derniers résistants de la Rotonde
« ...La manif a été, comme à chaque fois, chaleureuse et rigolote. Ces manifs de Golfech étaient toujours, pour notre petite bande, l'occasion de se retrouver pour le week-end, où nous nous rencontrions à 12 ou 15, venus de Toulouse, Montauban, Moissac, Castelsarrasin et Escatalens, chez nos amis à Saint Loup, village dominant Golfech.
Ces rencontres festives autour d'une longue table se terminaient toujours par de longues discussions. Débats sur la politique, sur le monde et sur l'idée permanente d'une révolution et la manière de l'amener. Certains se marraient. Débats, bien sûr sur le nucléaire. Etat des lieux d'autres combats, sur d'autres sites, en France et en Allemagne. Pour certains, lutter contre l'implantation de la centrale de Golfech, c'était une lutte écologique, tout simplement. Pour d'autres, c'était une occasion de plus de défier l'autorité de l'Etat et aussi d'amener les militants antinucléaires à d'autres luttes. Pour tous, c'était le plaisir de dire non.
C'est donc dans ce contexte que nous avions parcouru une année de manifs et de fêtes régulières jusqu'à ce fameux soir du 29 novembre 81. Après avoir franchi le pont qui menait sur l'île où allait être construit la centrale, nous avions improvisé un pique-nique en soirée à la Rotonde.
La Rotonde, symbole, était la dernière construction subsistante pour quelques heures encore. Occuper la Rotonde, c'était un dernier sursaut de lutte, où

autour des produits du terroir, nous passions de tables en tables, chauffés par des discussions tantôt bonne enfant, tantôt plus virulentes.
Nous étions environ 300.



La Rotonde sera incendiée par les forces de l'ordre le 29 novembre 1981

Sur le pont, une compagnie de CRS se déplaçait. La nuit était tombée. Les CRS frappaient en cadence les rampes du pont avec leurs matraques, ce qui, pour certains d'entre nous, nous coupait l'appétit.
Une membre active de la SPA, s'inquiétait sur le devenir de celui qui déambulait de table en table, mendiant nos restes : un cochon, dernier animal restant à la Rotonde. Elle fulminait contre les CRS qui disait-elle ne manqueraient pas de le tuer.
Les plus "guerriers" d'entre nous décidèrent de tenter "une sortie". L'heure avançait et les plus téméraires allaient de groupes en groupes, proposant de "former la tortue" et d'échapper ainsi à cet endroit qu'on ressentait alors comme devenu un piège. Des malabars casqués, armés de quelques objets pouvant servir d'armes, borderaient le groupe.
Notre choix fut vite fait, nous laissions aux autres le soin "d'assainir" le passage, tandis que vaillamment, nous gardions le site. Ceci dit avec une hypocrisie avouée, car nous nous sentions trop peureux pour risquer les coups de matraque. La SPA expliquait gentiment au cochon que pour une fois, c'était d'autres qui partaient à l'abattoir. On entendait des bruits, des voix, quelques jurons, mais on ne voyait rien. Que se passait-il ? On a su plus tard que le groupe était passé sans affrontements véritables.


Assemblée dans la rotonde.

Nous avons attendu longtemps en discutant. Nous ne savions pas si les CRS étaient encore là. Et puis nous avons dit au revoir au cochon que nous ne pouvions pas amener avec nous. Deux par deux, nous sommes partis sans bruit, sans lumière par les berges afin de gagner l'autre rive par un sentier connu de l'un de nous. Nous étions une vingtaine, nous évoluions dans le noir, riant sous cape, trébuchant sur les galets, prenant bien soin de ne pas être vus. Comme des collégiens qui rentre après avoir fait le mur. Il n'y avait plus personne. Je ne sais pas ce qu'est devenu le cochon. Nous, pendant longtemps nous nous sommes sournoisement vantés d'avoir été « les derniers résistants » de la Rotonde.
Nathalie, juin 1997.

Notes :
(1) CRAN : Coordination Régionale Antinucléaire.
(2) *Géranium Enrichi*, journal du CAN Golfech.
(3) GSIEN : Groupement de Scientifique pour l'Information sur l'Energie Nucléaire.
(4) CAN : Comité AntiNucléaire
(5) ATE : Association Toulousaine d'Ecologie
(6) « L'histoire du GFA et la Rotonde »
L'enquête d'utilité publique de 1979 est mise à profit pour recueillir les fonds nécessaires à la création d'un GFA (Groupement foncier agricole), les porteurs de parts se font connaître, l'argent est vite trouvé, nous pouvons acheter une parcelle de terre sur le site, mais vite EDF est sur les dents et il ne s'agit pas de se faire doubler. Quelques temps plus tard, c'est fait : nous possédons de la terre, peu il est vrai (18 ares), mais d'une grande importance. La volonté d'occuper ce terrain deviendra le nerf de la lutte. Le 1er mai 1980, nous nous retrouvons pour la première fois sur le GFA, un pique-nique et un débat y sont menés, nous avons droit à la visite de Jean-Paul Nunzi, un des dirigeants du PS local qui vient affirmer son opposition à la centrale et dénoncer la

politique du gouvernement d'alors. En avril 1982, au cours d'une visite du chantier par les élus locaux, Jean-Paul Nunzi déclare, changement oblige : « La politique énergétique du gouvernement est cohérente ». Pour réussir en politique, il faut être opportuniste et avoir un grand nombre de vestes dans son placard.
Cet intermède passé, revenons à notre sujet : début juillet 1980 voit le début de la construction de la Rotonde, grand ensemble circulaire fait uniquement avec des matériaux de récupération, un nombre important de personnes s'y retrouve tous les week-ends et l'ouvrage avance vite, il sera inauguré au cours du rassemblement des 27 et 28 septembre 1980 par les paysans du Larzac. Lorsque les travaux sur le site débutent, une partie de ceux qui avaient occupé les fermes se retrouvent à la Rotonde et s'y installent. Dès lors, Golfech devient le premier chantier nucléaire occupé et le GFA un grand point stratégique. De nombreuses réunions s'y déroulent, et de là partent de multiples actions contre les vigiles et le grillage entourant le chantier.
Au cours d'une de ces actions, le 5 février 1981, sept personnes sont arrêtées, trois sont inculpées. Sur ces trois personnes, deux sont mises en détention préventive du 7 au 19 février. Le 10 mai 1981 et la loi d'amnistie passent. Le juge d'instruction de Montauban refuse d'amnistier l'affaire, prétendant qu'il ne s'agit pas d'un fait politique. Le Parquet fait appel et réclame l'amnistie, la chambre d'accusation de Toulouse entend cette affaire le 26 janvier 1982 et rend son verdict le 23 février 1982, donnant raison au juge d'instruction. L'affaire sera donc jugée le 25 juin 1982 par le tribunal de Montauban ; devant l'éloquence des défenseurs, les juges se rendent à l'évidence en reconnaissant le caractère politique de l'action ; ils sont donc amnistiés sur les faits.
Quelques mois plus tard, la gauche vient au pouvoir, en juin et juillet 1981, avant la décision du gel, le doute règne, les pronucléaires manifestent et deviennent virulents, ils tentent plusieurs fois des actions d'intimidation sur les occupants de la Rotonde, ceux-ci se sentent menacés et des tours de garde sont organisés avec des personnes armées. Le gel annoncé, la tension baisse.
De tout l'automne 1981, la Rotonde est le point central d'une grande effervescence, de nombreuses réunions s'y déroulent en vue de préparer la manifestation du 4 octobre, la pétition-référendum, la marche Golfech-Toulouse, la manifestation du 29 novembre.
Le 27 novembre 1981, l'ordre d'expulsion, suivant l'expropriation ordonnée quelques mois avant, est donné.
Dès le lendemain, le site est inaccessible du fait de la présence d'un nombre important de gardes mobiles. Au cours de la manifestation du 29 novembre 1981, la Rotonde est incendiée. Par qui ? Si ce n'est par les gardes mobiles ou des pronucléaires ayant pu entrer sur le site à cet effet. Le 30 novembre 1981, EDF fait passer le bulldozer sur le GFA, toutes traces concernant l'enquête sont alors effacées. Une plainte est déposée par le gérant du GFA, plainte sans suite à ce jour. (Texte extrait du calendrier antinucléaire de 1983 édité par le CAN de Toulouse)
(7) PSU : Parti Socialiste Unifié
(8) MPE : Mouvement d'Ecologie Politique
(9) Suite à la marche Valence-d'Agen/Golfech qui avait rassemblé 4 000 personnes. Plusieurs centaines de manifestants avaient profité que le grillage soit cisaillé pour envahir le site, repousser les gardes mobiles (peu nombreux ce jour là) et détruire des engins de travaux…



4 octobre 1981 - Marche de Valence-d'Agen à Golfech

Collectif La Rotonde c/o CRAS
BP 51026 - 31010 Toulouse cedex 6
cras.toulouse@wanadoo.fr
http://cras31.info/

réédition avril 2015